



Déclaration de l'intersyndicale au Conseil Municipal du 6 avril 2016

Monsieur le maire, mesdames et messieurs les élus, montreuilloises, montreuillois,

C'est la deuxième fois en 6 mois que l'intersyndicale doit intervenir en Conseil Municipal pour défendre le service public rendu à la population montreuilloise.

Revenons sur l'historique de notre présence :

En avril 2014 vous êtes élus maire de la ville de Montreuil. Et un peu plus tard, dès le mois de juin 2015, le personnel de la ville se mobilise déjà et vous interpelle dans une lettre ouverte contre un plan social déguisé et ses conséquences humaines désastreuses.

Les 14 et 18 septembre 2015, des centaines d'agents sont en grève et descendent dans la rue tant vous avez rompu tout dialogue.

Nos revendications étaient claires

- Mise en place d'un plan de titularisation des agents contractuels
- Définitions claires des politiques sectorielles
- Moratoire sur les non renouvellements de contrat et les non remplacements
- Que le service public rendu à la population reste de qualité
- Que l'Entretien Professionnel Annuel n'ait jamais d'incidence sur la rémunération
- Que les élus du personnel et les instances représentatives soient respectés

C'est grâce à la ténacité et au courage des agents, soutenus par leurs organisations syndicales que vous consentez enfin à vous asseoir à la table des négociations.

Devant une délégation de plus de 30 personnes vous reconnaissez avoir trop longtemps ignoré les agents et vous semblez écouter leurs revendications.

Vous actez :

- la mise en place d'un plan pluriannuel de titularisation pour les agents de catégorie C contractuels avec un début de chantier dès décembre 2015.

Aujourd'hui vous revenez sur vos résolutions et vous ne respectez pas la loi. Pire, vous décidez de ne pas allouer la prime d'installation sur les prochaines titularisations, économie de 160 000 euros sur le dos des plus précaires.

Vous actez

- le maintien des contrats avenir dès lors qu'ils sont sur des postes pérennes et l'étude spécifique des remplacements des congés maternité

Les procédures sont toujours aussi opaque pour les agents

Vous actez

- une procédure claire sur la mise en œuvre des réorganisations avant le passage en Comité technique.

Voté au dernier CT, nous attendons sa mise en application

Vous actez

- l'examen attentif des questions de souffrance au travail,
Pourtant il faut attendre le mois de mars pour avoir un premier échange...

Vous actez

- le maintien de la qualité de la formation pour le personnel et plus particulièrement pour les catégories C et un calendrier de rencontres régulières dans le cadre d'un dialogue construit et durable,

Vous prenez donc de nombreux engagements, signe, que vous preniez enfin, la mesure de la situation.

Le 30 septembre 2015, deux interventions ont lieu lors du Conseil municipal, l'une de la FCPE, l'autre de notre intersyndicale. Force est de constater qu'elles étaient complémentaires. Nos inquiétudes étaient fondées notamment sur les fermetures annoncées de journées de centre de loisirs qui ont des impacts graves et injustes sur des agents souvent précaires ainsi que sur les parents d'élèves.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Après presque 6 mois de pseudo négociations avec les organisations syndicales vous n'avez pas respecté vos engagements.

Vous avez trahi la confiance des agents, pire, vous vous apprêtez à voter un budget avec lequel nous sommes en désaccord quant aux mesures prises concernant le personnel communal et les services publics de notre ville.

Mesdames et messieurs les élus, comment pouvez-vous voter un budget qui condamne le service public local et sanctionne le personnel ?

La politique d'austérité gouvernementale vous oblige à faire des choix. Mais c'est vous qui décidez que ce seront les petits salaires qui en feront les frais.

Monsieur le maire, vous appelez à la mobilisation contre le projet de la loi travail et saluez les initiatives citoyennes, nous, nous y participons activement !

Pourtant à Montreuil

Vous faites le choix assumé d'un service public dégradé,
Vous faites le choix de précariser les agents,
Vous faites le choix de revenir sur les conquêtes sociales acquises de hautes luttes.
Cette politique n'est pas digne d'une gauche ambitieuse qui défend les acquis sociaux.

Vous écrivez au président de la République pour que cessent les politiques d'austérité qui étranglent les collectivités mais vous appliquez au plan local l'austérité que vous condamnez au plan national.

Nos organisations syndicales ne font pas le grand écart ! Elles défendent à tous les niveaux ce qui doit être préservé et luttent afin d'obtenir de nouvelles avancées... Comme disait Henri Krasuki : « la régression sociale ne se négocie pas, elle se combat » !

Revenons sur cette politique d'austérité locale que vous mettez en place avec zèle et qui conduit les agents à se mobiliser une fois encore :

Les conditions de travail des agents de cette ville sont déplorables monsieur le maire !

Vous ne connaissez pas le travail réel des agents qui, coûte que coûte, tentent de rendre chaque jour un service public de qualité, qui chaque jour accueillent la population, améliorent la vie des habitants, aident les plus démunis, construisent de nouveaux projets, travaillent en partenariat avec d'autres collectivités, inventent des idées nouvelles ?

Comment considérez-vous le travail des agents de la direction de la communication quand ceux-ci sont conduits vers la sortie les uns après les autres d'une façon telle que le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail a dû vous adresser 5 alertes... La médecine du travail vous a même rendu un rapport alarmant!

Comment respectez-vous les instances paritaires et les représentants du personnel quand ceux-ci se voient licencié ou non réintégré, dans des conditions indignes et non respectueuses.

Comment respectez-vous le travail des agents quand vous décidez de mettre en place, à marche forcée de nouveaux logiciels, sans véritable accompagnement, sans formation digne de ce nom, sans concertation préalable avec les agents concernés. C'est Maedis dans les centres de santé, maelisweb dans les crèches et à l'APE, ciril full web à la DRH, ASTRE pour tous les services. A chaque fois, l'humain est placé au dernier plan.

Rappelons un principe fondamental : c'est l'outil qui doit s'adapter à l'Homme et non l'inverse !

Aucun bilan, aucun suivi et pourtant vous persistez avec un nouveau logiciel courrier. C'est une véritable catastrophe tant sur le plan humain que sur le plan organisationnel.

A ce sujet Monsieur Bessac, les agents de la direction des finances ont saisi le CHSCT. Ils vous ont adressé une alerte et ont formulé une demande de rencontre . Aujourd'hui, pas de réponse de votre part si ce n'est un mail du directeur général des services qui n'est pas l'employeur.

Comment pouvez-vous laisser en grande souffrance la Direction des ressources humaines et la direction des finances, véritables piliers de notre organisation municipale ?

Les collègues n'ont pas les moyens de travailler, de nombreux postes vacants restent vides et ceux qui restent sont soumis à haute pression...Il faut faire coûte que coûte ?

Comment croire que la priorité municipale est donnée sur les services education, enfance et petite enfance quand le service rendu à la population est restreint, quand les remplacements en personnel sont réduits dans les crèches, les centres de loisirs ou dans les écoles... Les collègues de la propreté des bâtiments usent leurs corps jusqu'à la corde. Parce que quand il y a un agent là où il devrait y en avoir 3, comment pensez-vous que se répartit le travail à faire ?

D'autres services sont en souffrance : les espaces verts, l'atelier municipal, les services administratifs sous pression et sans vision, les crèches

Vous préférez stigmatiser le personnel en parlant de SUR-absentéisme et asséner des chiffres indécentes plutôt que de comprendre les causes des arrêts afin de pouvoir les endiguer !

Mesdames et messieurs les élus, en votant le budget tel qu'il vous est proposé vous actez le fait que le personnel soit la variable d'ajustement, vous choisissez en coupant dans la masse salariale, de frapper les plus précaires et de revenir sur de précieuses conquêtes sociales.

C'est incompréhensible et inadmissible pour une ville dirigée par une majorité de gauche à la veille des 80 ans du front populaire et de ces merveilleuses victoires sociales !

Pour votre mémoire, c'est un maire communiste qui en 1967 a permis aux employés de cette ville la création de notre comité d'entreprise, le COS qui permet l'accès aux vacances, à la culture et aux loisirs pour TOUS.

Vous accentuez la casse du COS initiée par la précédente mandature alors que nombre d'entre vous avait accompagné et soutenu les agents dans la rue en 2012 pour défendre le comité des œuvres sociales et l'émancipation des travailleurs...

Nous pensons, Monsieur le Maire, mesdames et messieurs les élus que d'autres choix sont possibles,

Nous préférons pour 600 000 €, la mise en stage de 150 agents plutôt qu'un enrobé autour des arbres, enrobé qui plus est ne durera que deux ans selon l'expertise fiable de nos jardiniers compétents !

Nous préférons la création de postes supplémentaires à l'enfance ou dans les crèches plutôt que des audits à répétition

Nous préférons des agents dans les écoles plutôt que de la vidéo surveillance qui coûte cher aux contribuables et porte d'autres valeurs politiques ...

Nous sommes très soucieux des finances de la ville, et nous luttons sans relâche contre les mesures gouvernementales qui à cause du désengagement de l'état vident les caisses de nos villes !

Mais nous avons fait des propositions d'économies, alternatives à vos choix inacceptables ! Qu'en est-il ?

Vous vous apprêtez à voter un budget sans avoir pris la peine d'écouter le personnel sans avoir donné de réponse à nos propositions, sans tenir compte des compétences des agents de cette ville, sur lesquelles vous devriez pourtant vous appuyer !

Nous, syndicat CGT, FSU, FO et CNT revendiquons :

- **Un véritable plan pluriannuel de titularisation**
- **Le maintien des congés pré retraite, de la prime d'installation et de la subvention au COS**
- **nous revendiquons que les choix budgétaires soient fait en transparence pour les usagers et les agents de la ville**
- **que le personnel ne soit pas la variable d'ajustement**

Nous vous demandons de ne pas voter ce budget en l'état, nous vous demandons d'être cohérents avec les valeurs que vous affichez, et puisque vous affirmez ne pas être le fossoyeur des services publics, nous vous demandons de poser la pelle qui commence à creuser !

Je vous remercie